**MAIRIE
DE
SOUPROSSE**

**COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
du 09 Mai 2016 à 20 H 30**

Convocation du 02 Mai 2016

L'an deux mil seize et le neuf mai à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian DUCOS, Maire.

Présents : M. DUCOS Christian – Mme LAPEYRE Colette – M. JUSTES Christian – Mme DUFAU Sylvie – M. GUEHEL Dominique – Mmes CARRERE Françoise – RASOAMAHARO Marlène - M. DUPOUY Philippe – Mme ROQUES Laurence – M. TAUZIA Philippe – Mme DUBOS Lydie - M. DARRIEUTORT Thierry - Mme DOUSSAN Béatrice – MM. COMET Xavier – LABARTHE Jérôme.

Secrétaire de séance : Mme RASOAMAHARO Marlène

ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal de la séance du 21 Mars 2016

Délibérations :

- SERVICE IRRIGATION : RECOUVREMENT ACOMPTE EDF / ENTRETIEN
- LOTISSEMENT COMMUNAL « LES TERRASSES DE L'ADOUR » : VENTE DU LOT N°25 A MONSIEUR ET MADAME DANTHEZ
- LOTISSEMENT COMMUNAL « LES TERRASSES DE L'ADOUR » : VENTE DU LOT N°2 A MONSIEUR PASCARD
- LOTISSEMENT COMMUNAL « LES TERRASSES DE L'ADOUR » : VENTE DU LOT N°24 A MADAME SELOSSE
- LOTISSEMENT « LES TERRASSES DE L'ADOUR » : LANCEMENT DE LA 3EME TRANCHE DE TRAVAUX
- MISSION MAITRISE D'OEUVRE PHASE 2 LOTISSEMENT COMMUNAL « LES TERRASSES DE L'ADOUR
- MISE A DISPOSITION DES SERVICES TECHNIQUES COMMUNAUTAIRES POUR L'ENTRETIEN DES VOIRIES COMMUNALES
- REPARTITION DEROGATOIRE DU FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) AU TITRE DE 2016
- REVISION LOYERS COMMUNAUX
- CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT – POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL 2EME CLASSE
- URBANISME – LANCEMENT DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION N°1 DU PLU
- CONSTRUCTION BOULODROME : CONVENTION FIXANT LES REGLES DE PARTICIPATION FINANCIERE DU CLUB BOULISTE SOUPROSSAIS

- TRAVAUX EGLISE DU BOURG : PARTICIPATION DE L'ASSOCIATION « AMICALE SAINT PIERRE »
- VERSEMENT D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU CCAS
- MISE EN PLACE DU PAIEMENT PAR CARTE BANCAIRE SUR INTERNET (TIPI)
- FACTURATION DIVERS TRAVAUX
- VENTE PNEUS D'OCCASION TRACTEUR NEW HOLLAND T5050 A M. CAUSSIMONT PATRICK
- RESTRUCTURATION DES INSTALLATIONS DE POMPAGE ET DE DISTRIBUTION DU RESEAU COMMUNAL D'IRRIGATION, DANS LE BUT DE FAIRE DES ECONOMIES D'EAU ET D'ENERGIE - DEMANDE DE FINANCEMENTS
- MARCHÉ PRODUITS D'ENTRETIEN : CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNE DE SOUPROSSE, LA COMMUNAUTE DES COMMUNES DU PAYS TARUSATE ET DES COMMUNES DU PAYS TARUSATE EN VUE DE LA PASSATION D'UN MARCHÉ DE FOURNITURES A BONS DE COMMANDE COMPORTANT UN BUDGET MINI SELON LA PROCEDURE ADAPTEE POUR LA FOURNITURE DE PRODUITS D'ENTRETIEN.
- SOLLICITATION SUBVENTION AUPRES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS TARUSATE

Informations diverses

PREAMBULE

Le Conseil municipal a visité ce jour les locaux de l'ancienne Poste situés au n° 9 avenue du 8 mai 1945.

Cet immeuble mis en vente par le groupe LA POSTE nous est proposé au prix de 70 000 €. Après concertation sur les possibilités d'aménagement du rez-de-chaussée et de l'étage en deux appartements et de financement par emprunt, et compte tenu du coût des travaux de rénovation, le conseil municipal propose une offre à 40 000 € pour la totalité du bien.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 21 MARS 2016

Approbation à l'unanimité

SERVICE IRRIGATION : RECOUVREMENT ACOMPTE EDF / ENTRETIEN

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de mettre en recouvrement l'acompte EDF et entretien relatif à la campagne irrigation 2016.

Après délibération, le Conseil municipal,

DECIDE de facturer aux irrigants l'acompte EDF et entretien à raison de 50 € l'ha.

RAPPELLE la décision prise par délibération en date du 21 mars 2016 accordant aux éleveurs qui le demandent le report de paiement de l'acompte irrigation en fin d'année 2016.

**LOTISSEMENT COMMUNAL « LES TERRASSES DE L'ADOUR » : VENTE DU LOT N°25 A
MONSIEUR ET MADAME DANTHEZ**

VU la demande de permis d'aménager N° PA 040 309 13 C 0001 présentée le 09 Avril 2013 par la Commune de SOUPROSSE pour la réalisation d'un lotissement communal de 28 lots, sur un terrain situé avenue du 19 mars 1962, lieu-dit « Pourquoi »,

CONSIDERANT l'arrêté N° 2013-07-01 en date du 08 Juillet 2013 accordant un permis d'aménager au nom de la Commune de Souprosse pour la réalisation du lotissement communal de 28 lots « Les Terrasses de l'Adour »,

CONSIDERANT l'arrêté N° 2014-06-06 en date du 07 Juin 2014 autorisant la vente des lots n° 1 à 28, avant l'exécution des travaux de finition du lotissement « Les Terrasses de l'Adour »,

CONSIDERANT la délibération du Conseil Municipal du 18 Novembre 2013 déterminant les prix des 28 lots,

VU le plan de bornage établi le 30/11/2015 par M. Philippe LAFITTE, géomètre expert foncier à SAINT SEVER,

CONSIDERANT la convention de réservation du 26/03/2016 signée entre Monsieur et Madame DANTHEZ, demeurant à CAUPENNE (Landes), 1541 Route du Château d'eau et la Commune représentée par son Maire, M. Christian DUCOS, par laquelle Monsieur et Madame DANTHEZ s'engagent à acquérir le lot n°25, cadastré sous le n° 490pC de la section V, d'une superficie de 552 m², pour y édifier une maison d'habitation, moyennant la somme globale de VINGT TROIS MILLE EUROS (23 000 €) TVA sur marge incluse.

Monsieur le Maire invite le Conseil municipal à prendre connaissance de ces documents et à délibérer sur l'opportunité de la vente de ce lot à Monsieur et Madame DANTHEZ.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte de cession à intervenir en vue de la vente à Monsieur et Madame DANTHEZ du lot n° 25 du lotissement communal « Les Terrasses de l'Adour » d'une contenance de 552 m² moyennant le prix de VINGT TROIS MILLE EUROS (23 000 €) TVA sur marge incluse, que les intéressés s'engagent à payer comptant à la signature de l'acte y compris les frais afférents à cette vente.

**LOTISSEMENT COMMUNAL « LES TERRASSES DE L'ADOUR » : VENTE DU LOT N°2 A
MONSIEUR PASCARD**

VU la demande de permis d'aménager N° PA 040 309 13 C 0001 présentée le 09 Avril 2013 par la Commune de SOUPROSSE pour la réalisation d'un lotissement communal de 28 lots, sur un terrain situé avenue du 19 mars 1962, lieu-dit « Pourquoi »,

CONSIDERANT l'arrêté N° 2013-07-01 en date du 08 Juillet 2013 accordant un permis d'aménager au nom de la Commune de Souprosse pour la réalisation du lotissement communal de 28 lots « Les Terrasses de l'Adour »,

CONSIDERANT l'arrêté N° 2014-06-06 en date du 07 Juin 2014 autorisant la vente des lots n° 1 à 28, avant l'exécution des travaux de finition du lotissement « Les Terrasses de l'Adour »,

CONSIDERANT la délibération du Conseil Municipal du 18 Novembre 2013 déterminant les prix des 28 lots,

VU le plan de bornage établi le 07/08/2014 par M. Robert BRANCHARD, géomètre expert foncier à SAINT SEVER,

CONSIDERANT la convention de réservation du 02/04/2016 signée entre Monsieur PASCARD Fabien, demeurant à SOUPROSSE (Landes), 801 Chemin du Pigeon et la Commune représentée par son Maire, M. Christian DUCOS, par laquelle Monsieur PASCARD s'engage à acquérir le lot n°2, cadastré sous le n° 469 de la section V, d'une superficie de 578 m², pour y édifier une maison d'habitation, moyennant la somme globale de VINGT SIX MILLE EUROS (26 000 €) TVA sur marge incluse.

Monsieur le Maire invite le Conseil municipal à prendre connaissance de ces documents et à délibérer sur l'opportunité de la vente de ce lot à Monsieur PASCARD.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte de cession à intervenir en vue de la vente à Monsieur PASCARD du lot n° 2 du lotissement communal « Les Terrasses de l'Adour » d'une contenance de 578 m² moyennant le prix de VINGT SIX MILLE EUROS (26 000 €) TVA sur marge incluse, que l'intéressé s'engage à payer comptant à la signature de l'acte y compris les frais afférents à cette vente.

LOTISSEMENT COMMUNAL « LES TERRASSES DE L'ADOUR » : VENTE DU LOT N°24 A MADAME SELOSSE

VU la demande de permis d'aménager N° PA 040 309 13 C 0001 présentée le 09 Avril 2013 par la Commune de SOUPROSSE pour la réalisation d'un lotissement communal de 28 lots, sur un terrain situé avenue du 19 mars 1962, lieu-dit « Pourquoi »,

CONSIDERANT l'arrêté N° 2013-07-01 en date du 08 Juillet 2013 accordant un permis d'aménager au nom de la Commune de Souprosse pour la réalisation du lotissement communal de 28 lots « Les Terrasses de l'Adour »,

CONSIDERANT l'arrêté N° 2014-06-06 en date du 07 Juin 2014 autorisant la vente des lots n° 1 à 28, avant l'exécution des travaux de finition du lotissement « Les Terrasses de l'Adour »,

CONSIDERANT la délibération du Conseil Municipal du 18 Novembre 2013 déterminant les prix des 28 lots,

VU le plan de bornage établi le 30/11/2015 par M. Philippe LAFITTE, géomètre expert foncier à SAINT SEVER,

CONSIDERANT la convention de réservation du 16/04/2016 signée entre Madame SELOSSE Armelle, demeurant à LAMOTHE Landes), 490 Chemin de Plassot et la Commune représentée par son Maire, M. Christian DUCOS, par laquelle Madame SELOSSE s'engage à acquérir le lot n°24 , cadastré sous le n° 490pB de la section V, d'une superficie de 601 m², pour y édifier une maison d'habitation, moyennant la somme globale de VINGT SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (27 500 €) TVA sur marge incluse.

Monsieur le Maire invite le Conseil municipal à prendre connaissance de ces documents et à délibérer sur l'opportunité de la vente de ce lot à Madame SELOSSE.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte de cession à intervenir en vue de la vente à Madame SELOSSE du lot n° 24 du lotissement communal « Les Terrasses de l'Adour » d'une contenance de 601 m² moyennant le prix de VINGT SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (27500 €) TVA sur marge incluse, que l'intéressée s'engage à payer comptant à la signature de l'acte y compris les frais afférents à cette vente.

LOTISSEMENT « LES TERRASSES DE L'ADOUR » : LANCEMENT DE LA 3EME TRANCHE DE TRAVAUX

Monsieur le Maire expose ce qui suit à l'assemblée,

L'objectif de construction de la première et de la deuxième tranche du lotissement Les Terrasses de l'Adour est atteint et il convient de lancer la suite des travaux. A ce jour il ne reste plus que 2 lots à la vente.

La troisième tranche comporte 7 lots de même configuration que ceux des deux tranches précédentes et 2 lots supérieurs à 1100 m².

Monsieur le Maire précise que la demande d'accession à la propriété reste très présente, malgré le contexte actuel.

Monsieur le Maire propose donc à l'assemblée de lancer la viabilisation de la 3^{ème} tranche du lotissement.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
DECIDE, à l'unanimité,**

- de lancer les travaux de viabilisation de la tranche 3 du lotissement Les Terrasses de l'Adour, conformément au marché de travaux conclu avec l'entreprise BAPTISTAN (cf. délibération du 19 août 2013).

MISSION MAITRISE D'OEUVRE PHASE 2 LOTISSEMENT COMMUNAL « LES TERRASSES DE L'ADOUR »
--

Monsieur le Maire expose ce qui suit à l'assemblée :

Considérant le plan de référence élaboré par l'Atelier de Paysages à l'échelle du centre bourg suite à la réflexion engagée en matière d'urbanisme et d'aménagement sur le territoire de la Commune.

Considérant l'acquisition d'une réserve foncière par la commune sur le site du Pourquoi, d'une surface de 10ha 04a 50ca,

Considérant l'état d'avancement des travaux d'aménagement du lotissement « Les Terrasses de l'Adour » – phase 1 composé de 28 lots et d'une contenance totale de 27 189 m²,

Considérant les demandes régulières d'acquisition de terrains viabilisés,

Il serait opportun de programmer la phase 2 d'aménagement du lotissement « Les Terrasses de l'Adour » sis lieu-dit « Pourquoi ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à lancer le marché de mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du lotissement à usage d'habitations – phase 2, au lieu-dit Pourquoi.

MISE A DISPOSITION DES SERVICES TECHNIQUES COMMUNAUTAIRES POUR L'ENTRETIEN DES VOIRIES COMMUNALES
--

Vu l'article L. 5211-4-1 III du Code Général des Collectivités Territoriales,

Monsieur le Maire expose que la Communauté de Communes a récemment délibéré sur le principe d'une mise à disposition, auprès des communes membres qui en exprimeront la volonté, des services techniques et du matériel de la CCPT (point-à-temps automatique et niveleuse) afin d'intervenir sur la voirie communale.

Il ajoute en effet que la commune de SOUPROSSE ne dispose pas de ce type d'équipement et précise que le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit, dans un souci de bonne organisation, la possibilité de mise à disposition de service d'un EPCI auprès d'une ou plusieurs de ses communes membres pour l'exercice de leurs compétences.

Dans ce cadre, Monsieur le Maire propose que la commune de SOUPROSSE conclue une convention de mise à disposition des services techniques avec la CCPT pour l'entretien de la voirie communale.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition
- D'accepter les coûts unitaires de fonctionnement suivants, établis en prenant en compte les charges de personnel, de fournitures et le coût de renouvellement du bien et qui s'appliqueront pour l'année 2016 :

Service	Unité de fonctionnement retenue	Coût unitaire de fonctionnement
Point-à temps	Journée	2 300 €
Bi-couche	m ²	3,20 €
Tri-couche	m ²	4,20 €
Niveleuse	Journée	390 €
Tournée d'enrobé à froid (500 kg)	Forfait	480 €

- D'accepter le principe d'une révision annuelle de ces coûts unitaires par la Communauté de Communes en fin d'année N pour application en N+1

REPARTITION DEROGATOIRE DU FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) AU TITRE DE 2016
--

Le Conseil Municipal,

Vu la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

Vu la loi N°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2336-3 ;

CONSIDERANT que le Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC) peut faire l'objet d'une répartition dérogatoire sur délibérations concordantes, prises avant le 30 juin de l'année de répartition, du Conseil communautaire statuant à la majorité des deux tiers et des conseils municipaux des communes-membres ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays Tarusate du 7 avril 2016 décidant à la majorité qualifiée des 2/3 d'opter pour une répartition libre du FPIC et d'en faire supporter la totalité à la Communauté de communes ;

CONSIDERANT qu'il convient dans ce cadre de proposer une prise en charge totale du FPIC (part EPCI et parts communales) par la Communauté de Communes ;

Après en avoir délibéré,

- 1) OPTE pour une répartition dérogatoire du FPIC au titre de l'année 2016
- 2) DECIDE que la totalité du prélèvement au titre du FPIC pour l'année 2016, sera pris en charge par la Communauté de Communes du Pays Tarusate (part EPCI et parts communales)
- 3) AUTORISE le Maire à signer tout document en application de la présente délibération
- 4) DEMANDE à Monsieur le Président de la CCPT de notifier à Monsieur le Préfet des Landes sa délibération 7 avril 2016 ainsi que les 18 délibérations des Conseils municipaux des communes membres, afin d'attester du respect des conditions de majorité requises par l'article L 2336-3 II 2°.

REVISION LOYERS COMMUNAUX

Vu la délibération du Conseil municipal du 25 Octobre 2010 décidant de porter la révision des divers loyers communaux au 1^{er} juillet de chaque année,

Vu la délibération du 22 octobre 1993 attribuant la location du logement du « Bac » à **Monsieur Daniel DESPAX**,

Vu la délibération du 15 novembre 2001 attribuant la location du logement sis 60 avenue du 8 mai – Lieu-dit « Le Presbytère », logement du bas, à **Madame Annie MARROCQ** à compter du 1^{er} février 2002,

Vu la délibération du 21 septembre 2015 attribuant la location du logement communal des écoles – 100 avenue du 11 novembre 1918 – à **Madame Josépha LAMARQUE** à compter du 17 octobre 2015.

Vu la délibération du 27 mai 2014 attribuant la location du logement communal, sis n° 107 chemin du Pigeon, appartement n° 1, à **Madame Maryse LARRERE**, à compter du 01 Août 2014,

Vu la délibération du 03 mai 2010 attribuant la location du logement communal sis n° 107 chemin du Pigeon, appartement n° 2, à Monsieur **Gilbert ROBIN**, à compter du 10 mai 2010.

Vu la délibération du 27 février 2012 attribuant la location du logement communal sis n° 97 chemin du Pigeon, à Madame **Marie Christine COURROUYAN** à compter du 1^{er} avril 2012.

Vu les délibérations du 24 Juin 2013 et 27 Mai 2014 attribuant la location du logement communal sis au n° 60 avenue du 8 mai 1945 à Madame **Angélica FERAR**, à compter du 1^{er} juillet 2013.

Vu la délibération du 25 Mars 2013 attribuant la location du logement communal sis n°50 ave Hagenthal le bas apt T3 Nord , à **Monsieur Marc HAUWELLE** à compter du 1^{er} mai 2013.

Vu la délibération du 25 Mars 2013 attribuant la location du logement communal sis n° 50 ave Hagenthal le bas apt T3 Sud, à **Madame Anne Marie MORESMAU** à compter du 19 avril 2013.

Après exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après délibération

Conformément aux contrats de bail signés avec les locataires, et notamment l'article « REVISION DU LOYER »

DECIDE de réviser les loyers communaux au 1^{er} juillet 2016 comme suit :

- **Loyer du « Bac » occupé par Monsieur Daniel DESPAX : 293,19 € par mois**
- **Loyer communal du Presbytère – 60 avenue du 8 Mai – occupé par Madame Annie MARROCQ : 458,96 € par mois**
- **Loyer communal des écoles – 100 avenue du 11 novembre 1918 – occupé par Madame Josépha LAMARQUE : 433,67 € par mois**
- **Loyer communal – 107 Chemin du Pigeon, apt n°1, occupé par Madame Maryse LARRERE : 521,29 € par mois**
- **Loyer communal – 107 Chemin du Pigeon, apt n° 2, occupé par Monsieur Gilbert ROBIN : 282,93 € par mois.**

- **Loyer communal – 97 Chemin du Pigeon, occupé par Madame Marie Christine COURROUYAN : 409,45 € par mois**
- **Loyer communal – 60 avenue du 8 mai, occupé par Madame Angélica FERAR : 524,23 € par mois**
- **Loyer communal – 50 avenue Hagenthal le Bas appt T3 Nord, occupé par Monsieur Marc HAUWELLE : 383,08 € par mois**
- **Loyer communal – 50 avenue Hagenthal le Bas appt T3 Sud, occupé par Madame Anne Marie MORESMAU : 423,41 € par mois**

CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT – POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL 2EME CLASSE

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'en raison d'une augmentation de travail au sein des services techniques de la Commune, il convient de prévoir la création d'un emploi permanent d'adjoint technique territorial 2^{ème} classe à TEMPS COMPLET.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Après en avoir délibéré, DECIDE :

- de créer un poste permanent d'adjoint technique territorial 2^{ème} classe
- le responsable de ce poste de travail sera astreint à une durée hebdomadaire de travail de 35 heures,
- il sera chargé des fonctions de nettoyage et d'entretien des locaux du patrimoine de la Commune, de remplacement des agents indisponibles à la garderie scolaire, d'accompagnement des enfants lors de la prise des repas à l'école,
- la rémunération et la durée de carrière de cet agent seront celles fixées par la réglementation en vigueur pour le cadre d'emplois concerné,
- Monsieur le Maire est chargé de recruter le responsable de ce poste,
- les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au Budget aux chapitre et article prévus à cet effet.
- la présente délibération prendra effet à compter du 09 Juillet 2016

URBANISME – LANCEMENT DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION N°1 DU PLU

Monsieur le Maire rappelle que la Commune est actuellement couverte par un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 28 juin 2010.

Le projet d'installation d'une ferme photovoltaïque au sol sur des parcelles appartenant à la Commune se précise.

Les parcelles concernées par cette opération sont situées en zone Auer du PLU (zone à caractère naturel destinée au développement des énergies renouvelables).

Actuellement, la zone Auer du PLU est inconstructible car considérée comme non équipée. Afin d'ouvrir la zone, il est nécessaire de réaliser les travaux en périphérie de la zone et de procéder à une modification du PLU.

Cette ouverture à l'urbanisation de la zone Auer doit faire l'objet d'une procédure de modification « de droit commun » du PLU soumise à enquête publique.

Depuis le 6 février 2015, la compétence urbanisme n'est plus communale mais intercommunale, la modification du PLU de notre commune doit donc être engagée par la Communauté de Communes du Pays Tarusate.

Sur proposition de Monsieur le Maire,
Le Conseil Municipal, après délibération, décide

DE VALIDER le lancement d'une procédure de modification n°1 du PLU par la Communauté de Communes du Pays Tarusate afin d'atteindre les objectifs développés dans l'exposé de M. le Maire.

DE SOLLICITER Monsieur le Président de la Communauté de Commune du Pays Tarusate afin d'inscrire le lancement de la modification N°1 de notre PLU à l'ordre du jour du prochain conseil communautaire.

CONSTRUCTION BOULODROME : CONVENTION FIXANT LES REGLES DE PARTICIPATION FINANCIERE DU CLUB BOULISTE SOUPROSSAIS

Monsieur le Maire expose ce qui suit à l'assemblée,

Considérant l'opération n°1203 « Pôle associatif - boulodrome » programmée sur les crédits du budget primitif 2016 de la Commune,

Considérant la demande du Club Bouliste Souprossais de se doter d'un boulodrome couvert et d'un local réservé aux réceptions,

Il a été convenu d'un commun accord que le bâtiment édifié sur la parcelle cadastrée section V n° 483 appartenant à la Commune sera mis à disposition du Club Bouliste Souprossais. Ce dernier a accepté de participer au financement des frais de raccordement électrique s'élevant à 7 344 €.

Sur proposition de Monsieur le Maire,
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

S'ENGAGE à mettre à disposition du Club Bouliste Souprossais le boulodrome couvert sous diverses charges et conditions qui seront établies par convention à régulariser ultérieurement entre les deux parties, dès l'achèvement des travaux.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de participation financière avec le Club Bouliste Souprossais.

ACCORDE l'étalement de la participation financière du Club sur 3 ans à compter du 30 juin 2016.

TRAVAUX EGLISE DU BOURG : PARTICIPATION DE L'ASSOCIATION « AMICALE SAINT PIERRE »

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'un appel à concurrence a été réalisé pour le remplacement du moteur de volée de la cloche 2 à l'Eglise Saint Pierre de SOUPROSSE.

La société BODET a été retenue pour un montant HT de : 1 390,00 € soit 1 668,00 € TTC.

Monsieur le Maire précise que l'association « Amicale Saint Pierre » souhaite participer à cet achat à hauteur du montant HT, soit 1 390,00 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

ACCÉPTE la proposition faite par Monsieur le Maire.

AUTORISE Monsieur le Maire à encaisser le chèque correspondant.

VERSEMENT D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU CCAS

VU le budget primitif 2016 de la commune voté le 21 mars 2016,

Considérant les crédits ouverts sur le compte budgétaire 657362 « Subvention de fonctionnement versée au CCAS »,

Considérant que le CCAS de SOUPROSSE rencontre actuellement des difficultés de trésorerie,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil municipal, après délibération,

AUTORISE Monsieur le Maire à verser une subvention de fonctionnement d'un montant de 2 500 € au CCAS de SOUPROSSE.

PRÉCISE que cette somme sera prélevée sur le compte 657362 du budget de la Commune.

MISE EN PLACE DU PAIEMENT PAR CARTE BANCAIRE SUR INTERNET (TIPI)

La Direction Générale des Finances Publiques propose un moyen de paiement automatisé : le TIPI (Titres Payables Par Internet).

Ce service répond aux attentes des usagers, notamment de la part des jeunes parents, en lien avec le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

En 2010, 78% des français achètent à distance et 80% des achats à distance sont payés par carte bancaire. Le développement des smartphones offre de nouvelles solutions dans ce domaine.

L'adhésion à ce service, outre le fait qu'elle constitue une nouvelle étape dans le développement de l'e-administration et des services en ligne, permettrait à notre collectivité tout en s'inscrivant dans une image de modernité :

- D'améliorer le taux de paiement spontané
- D'automatiser la chaîne des procédures depuis la prise en charge du titre chez l'ordonnateur
- De réduire le délai de traitement des opérations d'encaissement

Le service de paiement en ligne proposé concerne les recettes qui ont fait l'objet d'un titre exécutoire pris en charge par le comptable public.

L'accès se fait à partir du portail internet de notre collectivité, la prise en charge et la gestion sécurisée des paiements par carte bancaire étant ensuite sous la responsabilité de la DGFIP.

Il permet aux usagers des collectivités adhérentes de payer par carte bancaire à distance, en supprimant ainsi les coûts d'affranchissement ou les déplacements à la trésorerie.

Le service leur est accessible 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, les transactions sont sécurisées et aucune formalité préalable n'est nécessaire.

Les modèles d'avis de sommes à payer envoyés aux usagers vont être adaptés de façon à proposer cette nouvelle modalité de paiement.

Le coût pour la collectivité se limite aux frais réduits de Commissionnement Carte bancaire (actuellement 0,25% de la créance payée + 0,05 € par transaction).

Monsieur le Maire propose de mettre en œuvre ce dispositif pour les recettes de tous les budgets de la Commune de SOUPROSSE et de ses budgets annexes.

Pour cela, la conclusion d'une convention entre la Commune de SOUPROSSE et la Direction Générale des Finances Publiques est nécessaire.

Le Conseil Municipal, après délibération, DECIDE :

- D'adhérer au service de paiement en ligne des recettes TIPI
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions et tous les autres documents nécessaires à la mise en place de ce programme (convention, avenant et toutes les autres pièces nécessaires à la mise en place ce nouveau service).

FACTURATION DIVERS TRAVAUX

Monsieur le Maire informe l'assemblée que divers travaux ont été effectués par les employés communaux chez les particuliers et propose de facturer respectivement ces travaux aux propriétaires des parcelles concernées,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

ACCEPTE la proposition de Monsieur le Maire,

DECIDE de facturer les divers travaux réalisés :

- **travaux d'élagage chez Mme DUBROCA Ketty – 1152 Chemin de Maissonave - pour un montant total de 126,00 €**
 - travaux télescopique : 0,5 h x 32 € = 16,00 €
 - tracteur + remorque : 1 h x 30 € = 30,00 €
 - Main d'œuvre : 4 h x 20 € = 80,00 €

- **travaux de busage de fossés chez M. ROUX – 305 Route de Goudosse - pour un montant total de 142,80 €**
 - écobox Ø 300 : 6 m x 13,80 € = 82,80 €
 - pelle : 0,5 h x 40 € = 20,00 €
 - Main d'œuvre : 2 h x 20 € = 40,00 €

- **travaux de busage de fossés chez M. DARRIEUTORT Thierry – 397 Chemin du Goudon - pour un montant total de 122,80 €**
 - écobox Ø 300 : 6 m x 13,80 € = 82,80 €
 - pelle : 0,5 h x 40 € = 20,00 €
 - Main d'œuvre : 1 h x 20 € = 20,00 €

- **travaux de busage de fossés chez M. DUCOURNAU André- 328 Chemin d'Aouyé - pour un montant total de 158,40 €**
 - écobox Ø 400 : 6 m x 26,40 € = 158,40 €

- **travaux d'évacuation de gravats chez Mme SUZINEAU – 3865 Route de Mugron - pour un montant total de 150,00 €**
 - tracteur + remorque : 3 h x 30 € = 90 €
 - Main d'œuvre : 3 h x 20 € = 60 €

- **Fournitures diverses pour busage fossés chez M. LABARTHE Jérôme – 513 Chemin de Saransot - pour un montant total de 82,80 € :**
 - 6 ml tube magnum PESN8 Ø 350/300 : 82,80 €

- **Fournitures diverses pour busage fossés chez Mme DESSEREZ Martine – SCEA du Titon - 2114 Route de Jeanbidaou - pour un montant total de 248,40 € :**
 - 18 ml tube magnum PESN8 Ø 350/300 : 248,40 €

VENTE PNEUS D'OCCASION TRACTEUR NEW HOLLAND T5050 A M. CAUSSIMONT PATRICK
--

Monsieur le Maire informe l'assemblée que les pneus du tracteur NEW HOLLAND T5050 ont été changés par le personnel des services techniques. Les pneus d'occasion ont été récupérés et vendus à M. CAUSSIMONT – 2 Impasse de la Réalité – 40000 MONT DE MARSAN pour un montant forfaitaire de 150 €.

Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, après délibération,

AUTORISE Monsieur le Maire à encaisser le chèque correspondant pour un montant global de 150 €.

Restructuration des installations de pompage et de distribution du réseau communal d'irrigation, dans le but de faire des économies d'eau et d'énergie - Demande de financements

1) Modernisation installations de pompage

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil municipal qu'une étude audit diagnostic a été réalisée sur le réseau communal d'irrigation. Cette étude a été réalisée par l'ADHA24.

Les conclusions de cette étude ont amené la commission irrigation à prendre la décision de déposer un dossier de demande de financement pour la modernisation des stations de pompage et de suppression du réseau d'irrigation.

En effet, Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil municipal que les stations sont vieillissantes et que des modifications hydrauliques et électriques permettraient de faire des économies d'énergie et d'apporter plus de souplesse dans la régulation.

Ainsi, Monsieur le Maire propose aux membres du conseil municipal de valider le plan de financement ci-dessous :

Montant du projet :	350 000.00 € HT
Aide financeur public – 60 %	210 000.00 € HT
Autofinancement du réseau – 40 %	140 000.00 € HT

2) Plan d'action hydro-économe

Suite à la réalisation de l'étude audit-diagnostic, et dans le but de faire des économies d'eau sur le réseau, la commission irrigation a souhaité déposer un dossier hydro-économe en parallèle du dossier de modernisation.

Monsieur le maire demande aux membres du conseil municipal de valider le plan d'action ci-dessous ainsi que le plan de financement :

Domaine	Indicateurs	Résultat diagnostic	Objectif	Echéance
Administratif et associatif	Suivi des compteurs	1 relève /an	2 relèves/an	2018
	Bulletin d'engagement	Non règlementaire	A mettre aux normes	2018
Economique et financier	Solde d'exécution cumulé	38% du fond de roulement par rapport au budget annuel moyen	Atteindre 50 %	2018
Technique	Fuite	25 m ³ /h	10 m ³ /h	2018
	Entretien des organes de sécurité	Pas de suivi	Suivi annuel	2018

Désignation	Total
Compteurs Y-RIG 65 raccord pompier de part et d'autre + redresseur de flux + imprévus et divers	40 636,00 €
Montage et suivis action fontainier	13 500,00 €
Montage et suivis action chargé d'étude	14 550,00 €
	68 686,00 €

Plan de financement :

Coût global du dossier :	70 000.00 € HT
Demande de financement à l'AEAG 70 % :	49 000.00 € HT
Autofinancement du réseau communal :	21 000.00 € HT

3) Souscription d'un prêt court terme pour préfinancer la TVA et les subventions

Monsieur le Maire propose de réaliser un prêt court terme pour le préfinancement de la TVA et des subventions pour un montant total de 343 000 Euros (Subventions = 259 000 € + TVA = 84 000 €)

4) Souscription d'un emprunt long terme pour le financement des travaux

Monsieur le Maire propose de souscrire un emprunt long terme de 161 000 € sur 10 ou 15 ans pour pouvoir financer le coût des travaux résiduels.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

VALIDE la proposition de Monsieur le Maire et le charge

- de signer l'ensemble des documents afférents à ce dossier
- de consulter différents établissements bancaires et de réaliser auprès de ceux-ci des demandes de financements

DONNE tout pouvoir à Monsieur le maire pour la signature des documents afférents à ces dossiers.

MARCHE PRODUITS D'ENTRETIEN :

Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la commune de SOUPROSSE, la Communauté des Communes du Pays Tarusate et des communes du Pays Tarusate en vue de la passation d'un marché de fournitures à bons de commande comportant un budget mini selon la procédure adaptée pour la fourniture de produits d'entretien.

Monsieur le Maire expose :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-21 et L.2121-22 ;

VU l'ordonnance 2015-899 du 23/07/2015 relatif aux marchés publics ;

VU le décret 2016-360 du 25/03/2016 et les 5 avis du 23/03/2016

Considérant que les membres du groupement cités en annexe 2 de la convention doivent procéder à l'achat de fournitures d'entretien pour le bon fonctionnement de leurs services.

Considérant que les communes et la Communauté de communes du Pays Tarusate visées en annexe souhaitent constituer un groupement de commandes en application de la réglementation

des marchés publics dans le cadre d'une mutualisation de leurs besoins leur permettant de bénéficier de propositions de prix intéressantes,
Conformément à la réglementation des marchés publics, il est nécessaire de passer une convention entre tous les membres précités, définissant les modalités de fonctionnement du groupement.

La convention prévoit en tant que coordonnateur du groupement, la Communauté de communes du pays tarusate qui sera chargée, notamment, de :

- rédiger les documents contractuels ;
- procéder aux formalités de publicité adéquates;
- se charger de l'organisation et du fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres du groupement ;
- informer le ou les titulaire (s) du marché qu'il(s) a (ont) été retenu (s);
- aviser les candidats non retenus du rejet de leurs offres ;
- rédiger le rapport de présentation du marché prévu dans la réglementation des marchés publics en vigueur.

Considérant que chaque membre du groupement demeure compétent pour :

- Déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur
- Signer et notifier, en leur nom propre, le marché susvisé, conformément à la réglementation des marchés publics en vigueur;
- Rédiger et transmettre la décision relative à ce marché au contrôle de légalité
- La phase d'exécution du marché qui la concerne

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, DECIDE :

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de convention constitutif d'un groupement de commandes pour la fourniture de produits d'entretien entre la commune de SOUPROSSE et les membres du groupement visés en annexe. Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire composé de 2 lots :

- lot 1 : produits entretien courant
- lot 2 : papiers (w-c et mains) et supports

La procédure de passation de la consultation de ce marché est la procédure adaptée.

ARTICLE 2 : De charger le Maire de signer cette convention.

ARTICLE 3 : De désigner la CAO de la Communauté de Communes du Pays Tarusate comme CAO du groupement de commandes et d'annexer sa composition à la convention constitutive de groupement.

ARTICLE 4 : La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

ARTICLE 5 : M. le Maire et Mme la secrétaire de Mairie sont chargés chacun pour ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Sollicitation subvention auprès de la Communauté de Communes du Pays Tarusate

Vu le rapport de Monsieur le Maire,

VU l'opération n°1403 « Construction du pôle associatif à l'ancien groupe scolaire – tranche 2 » - inscrite au Budget Primitif de la Commune - exercice 2016,
Considérant le montant estimatif des travaux arrêté à la somme de 169 230,36 € HT,

VU l'opération n°1604 « Réfection de la voirie communale » inscrite sur le budget primitif de la commune – exercice 2016,
Considérant le montant estimatif des travaux d'un montant de 15 896,00 € HT,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil municipal, après délibération, décide à l'unanimité

- de solliciter auprès de la Communauté de Communes du Pays Tarusate une subvention d'un montant total de 49 000 € répartie comme suit sur les opérations ci-dessus dénommées :

- 43 000 € pour l'opération 1403 « Construction d'un pôle associatif à l'ancien groupe scolaire »
- 6 000 € pour l'opération 1604 « Réfection de la voirie communale »

Informations diverses :

Subvention voyage scolaire :

Le Conseil Municipal accorde une subvention d'un montant de 75 € à la famille LAFARGUE conformément à la délibération du 25 octobre 2010, pour l'enfant Charlotte, domiciliée Route de Saint Etienne à SOUPROSSE pour aider à financer un voyage pédagogique en Angleterre du 12 au 18 mars 2016.

Bail professionnel SCM KINE SOUPROSSE :

La SCM KINE SOUPROSSE intègre le nouveau cabinet de kinésithérapie situé au 137 avenue Hagenthal le Bas fin juin ; Mmes Véronique DEPREZ et Alicia CONDE ont donné congé au bail à usage professionnel conclu avec la Commune avec effet au 1^{er} juillet 2016.

Fête des mères 2016

Une réception en l'honneur de toutes les mamans du village sera organisée le dimanche 29 mai à la salle des fêtes.

Lotissement communal Les Terrasses de l'Adour :

Le Conseil municipal réitère sa demande auprès du conseil départemental concernant l'abattage des platanes le long de la RD924 afin de réaliser un nouvel accès depuis le lotissement et d'assurer plus de sécurité aux usagers en leur offrant une meilleure visibilité. Notre requête sera corroborée par la notice paysagère réalisée par le bureau d'études : Atelier de Paysages – 40090 CAMPAGNE.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance.
Fait et délibéré les jours, mois et an que-dessus.